

**RAPPORT D'ACTIVITE  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DE LA MANCHE**

*Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule, la commission de surendettement des particuliers de la Manche est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 24 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

Dépôts de dossiers et redépôts

Le nombre de dossiers déposés au cours de l'année 2017 s'affiche, pour la troisième année consécutive, en recul significatif : 1472 dossiers contre 1712 soit une baisse de 14 % (contre -8,5% en 2016). Ce repli est moins marqué au niveau régional (- 8 %) et national (-6,7%). Dans le même temps, le taux de redépôt augmente de 3 points et concerne plus d'un dossier sur deux (52% des dossiers déposés).

Recevabilité et orientation

Parallèlement à la baisse du nombre de dossiers déposés, les dossiers soumis pour examen de la recevabilité sont en repli de 11,1%. Parmi les dossiers recevables, 48% présentaient une capacité de remboursement négative. Le taux de dossiers irrecevables est en retrait sensible, il passe de 10,1% à 8,8% des dossiers soumis pour examen de recevabilité et se rapproche de celui relevé au niveau national 7,6%. La part des dossiers orientés vers une procédure de rétablissement personnel est quasi stable et représente 44,6% des dossiers recevables.

Solutions amiables / mesures imposées ou recommandées / mesures d'effacement de dettes (sur la base des dossiers traités)

Les solutions amiables, réservées au traitement des dossiers avec la présence d'un bien immobilier ou dont l'endettement peut intégralement être soldé sur la durée disponible ne représentent que 11,17% des dossiers traités. L'essentiel de la procédure concernant des mesures imposées ou recommandées avec 34,4% ou d'effacement avec 38% des dossiers traités.

Mesures pérennes et mesures provisoires

Le taux de solutions pérennes progresse de 2 points et s'établit à 89,2% soit environ 4 points au-dessus des références régionales et nationales. Les mesures provisoires, sont, pour l'essentiel, utilisées afin de permettre aux débiteurs de stabiliser leur situation ou encore, pour les propriétaires, de vendre leur bien quand le maintien dans le logement s'avère impossible.

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRETARIAT  
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCEDURE ET AVEC DES  
ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>   | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>  | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>  |
|---|--|--|
| Tribunal ou greffe du tribunal  | 3  | Réunion de concertation annuelle avec les juges et greffiers des trois Tribunaux en charge du surendettement dans le département   |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | Échanges téléphoniques   | Des échanges d'informations ont lieu régulièrement entre les deux services pour échanger sur les dossiers présentant un risque d'expulsion locative. Le représentant de la CCAPEX a assisté à une réunion de la commission       |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale  | <i>Nombre de réunions : 4<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés 89</i> | Formation/Information sur la procédure de surendettement et la procédure du droit au compte. Présentation du portail MQDA  |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>Nombre de réunions 2<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés 46</i>   | Formation/Information sur la procédure de surendettement et la procédure du droit au compte.<br><br>Rencontre avec le Président et le Directeur de l'UDAF pour développer un partenariat pour l'éducation financière des publics |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...       | <i>Nombre de réunions : 1<br/>Nombre de médiateurs : 14</i>                              | Rencontre avec des médiateurs de la CAF, MSA, POLE EMPLOI, RSI et de la justice pour échanger sur la procédure de surendettement et la procédure du droit au compte  |

**Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**

2 stages pratiques au sein du secrétariat ont été organisés au profit de 3 travailleurs sociaux.

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

## PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE

### Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

Indivision, parts dans des SCI : lorsque les débiteurs sont propriétaires en indivision ou qu'ils détiennent des parts dans une SCI, il est souvent difficile pour eux de sortir de l'indivision ou de vendre les parts, un délai pour vendre s'avère dans le cadre de la procédure inopérant et conduit à un redépôt de dossier

Les débiteurs rencontrent des difficultés pour mettre en place le plan d'apurement : difficultés pour identifier les créanciers sur les documents, absence des coordonnées de leurs correspondants. Il conviendrait qu'ils puissent avoir à leur disposition les coordonnées d'un référent en charge de l'accompagnement à la mise en place des plans.

Procédure collective et procédure de surendettement : pour les débiteurs ayant une double activité salariée et indépendante, cette dernière les rend inéligibles à la procédure de surendettement même s'ils n'ont que des dettes privées. Certains débiteurs renoncent à leur activité indépendante pour être éligibles à la procédure ce qui les privent de ressources complémentaires.

Les délais demandés par les débiteurs pour réaliser l'actif immobilier sont parfois utilisés pour « gagner du temps » alors même qu'il n'y a pas de réelle volonté de vendre le bien notamment lorsque il y a une séparation en cours et que le bien est occupé par l'un des conjoints. Dans ces cas précis, ne serait-il pas opportun de fixer un délai réduit (12mois) avec une mise en vente au prix du marché impérative et mieux encadrée.

### Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Malgré la recherche par la Commission de solutions pérennes, le taux de redépôts demeure élevé car les débiteurs rencontrent des difficultés à gérer leur budget à provisionner le paiement de charges non mensualisées et parfois ne satisfont pas aux obligations des plans ou mesures (mise en vente des biens immobiliers notamment).

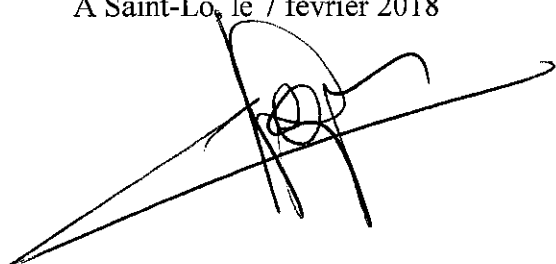
Un nombre croissant de débiteurs, le plus souvent présentant des ressources importantes, jugent la capacité de remboursement retenue par la commission trop élevée ce qui conduit à des refus de plans et des contestations devant les tribunaux.

Les recommandations par la commission de la mise en place d'un suivi social et budgétaire demeurent inopérantes. Il conviendrait que la commission puisse saisir elle-même le conseil départemental pour faciliter la mise en place effective des mesures d'accompagnement.

### Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

Certains créanciers n'informent pas leurs chargés de recouvrement de la recevabilité des dossiers ce qui nuit au bon déroulement de la procédure.

À Saint-Lô, le 7 février 2018



Charles HENNEQUIN,  
Directeur Départemental de la Banque de France  
Secrétaire de la Commission



Jean-Marc SABATHÉ,  
Préfet de la Manche  
Président de la Commission

**ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITE**  
**DONNEES D'ACTIVITE 2017<sup>3</sup>**

|   | Année 2017  | Année 2016  | Variation<br>2017 / 2016<br>(en %) |
|---|-------------|-------------|------------------------------------|
| <b>Dossiers déposés (en nombre)</b>   | <b>1472</b> | <b>1712</b> | <b>-14.02</b>                      |
| • dont dossiers déposés avec bien immobilier (résidence principale)   | 154         | 202         |                                    |
| • dont proportion de redépôts   | 52%         | 49%         |                                    |
| • dont proportion de redépôts suite à une suspension d'exigibilité  | 10%         | 9.2%        |                                    |
| <b>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nb)</b>  | <b>1463</b> | <b>1646</b> | <b>-11.12</b>                      |
| <b>Dossiers recevables (y compris dossiers jugés recevables)</b>  | <b>1365</b> | <b>1511</b> | <b>-9.66</b>                       |
| • dont dossiers recevables avec bien immobilier (résidence principale)  | 142         | 168         |                                    |
| • dont proportion de dossiers recevables avec une capacité de remboursement négative  | 48%         | 51%         |                                    |
| <b>Dossiers irrecevables (A)</b>  | <b>129</b>  | <b>167</b>  | <b>-22.75</b>                      |
| <b>Décisions d'orientation des Commissions (en nb)</b>  | <b>1400</b> | <b>1544</b> | <b>-9.33</b>                       |
| • vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire  | 624         | 706         | -11.61                             |
| • vers une procédure de réaménagement de dettes   | 776         | 838         | -7.40                              |
| <b>Mesures de rétablissement personnel (en nb) (B)</b>  | <b>550</b>  | <b>682</b>  | <b>-19.35</b>                      |
| • Recommandations d'effacement de dettes (PRP sans LJ)  | 546         | 678         | -19.47                             |
| • Accords débiteurs sur les demandes d'ouverture d'une PRP avec LJ  | 4           | 4           | 0                                  |
| <b>Mesures de réaménagement des dettes (en nb) (C)</b>  | <b>652</b>  | <b>832</b>  | <b>-21.63</b>                      |
| Plans conventionnels conclus  | 154         | 207         | -25.60                             |
| • dont plans conventionnels conclus réglant l'intégralité de l'endettement  | 125         | 154         |                                    |
| • dont plans conventionnels conclus comportant des mesures de report (consistant en un moratoire)   | 16          | 25          |                                    |
| • dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier  | 67          | 94          |                                    |
| • dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier réglant l'intégralité de l'endettement | 38          | 48          |                                    |

<sup>3</sup> France métropole et hors métropole

|   |             |             |               |
|---|-------------|-------------|---------------|
| <b>Mesures imposées ou recommandées (avec MIRI)</b>   | <b>498</b>  | <b>625</b>  | <b>-20.32</b> |
| • dont recommandations hors MIRI présentant un prêt immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier   | 9           | 24          |               |
| • dont mesures imposées élaborées hors MIRI présentant un prêt immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier  | 17          | 22          |               |
| • dont mesures imposées élaborées hors MIRI présentant un bien immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier réglant l'intégralité de l'endettement | 15          | 16          |               |
| • dont mesures imposées ou recommandées immédiates élaborées  | 326         | 403         | -19.11        |
| • dont mesures imposées ou recommandées immédiates consistant en une suspension d'exigibilité   | 101         | 141         | -28.37        |
| <b>Dossiers clôturés toutes phases (en nb) (D)</b>  | <b>106</b>  | <b>127</b>  | <b>-16.54</b> |
| <b>Autres sorties (E)</b>   | <b>11</b>   | <b>40</b>   | <b>-72.50</b> |
| <b>Dossiers traités par les Commissions (en nb) (A+B+C+D+E)</b>   | <b>1448</b> | <b>1848</b> | <b>-21.65</b> |
| <b>Renvoi des dossiers par les juges aux commissions (en nb)</b>  | <b>1</b>    | <b>1</b>    | <b>0</b>      |
| <b>Recommandations homologuées par les juges (en nb)</b>  | <b>931</b>  | <b>932</b>  | <b>-0.11</b>  |

## STRUCTURE DE DECISIONS DE LA COMMISSION

|  | Données<br>commission | Données région | Données<br>nationales |
|--|-----------------------|----------------|-----------------------|
| Part des dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables (en % des dossiers traités)  | <b>11.81%</b>         | <b>11.20%</b>  | <b>11.07%</b>         |
| Part des dossiers orientés en PRP avec liquidation judiciaire ou ayant fait l'objet d'une recommandation de RP sans liquidation judiciaire (en % des dossiers traités) | <b>37.98%</b>         | <b>37.52%</b>  | <b>36.90%</b>         |
| Part des plans conventionnels (en % des dossiers traités)  | <b>10.64%</b>         | <b>12.33%</b>  | <b>11.19%</b>         |
| Part des mesures imposées ou recommandées (hors MIRI) (en% des dossiers traités)   | <b>11.88%</b>         | <b>11.31%</b>  | <b>12.20%</b>         |
| Part des mesures imposées ou recommandées immédiates (MIRI) (en % des dossiers traités)  | <b>22.51%</b>         | <b>23.14%</b>  | <b>23.44%</b>         |
| Part des sorties diverses (en % des dossiers traités)  | <b>5.18%</b>          | <b>4.50%</b>   | <b>5.21%</b>          |
| Taux de solutions pérennes   | <b>89.18%</b>         | <b>85.58%</b>  | <b>85.75%</b>         |

**Annexe 2 du rapport d'activité**  
**Typologie de l'endettement**

**2017 – DONNEES DE LA COMMISSION**

|   | Encours des dettes (en milliers d'€) | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global (en%) | Endettement moyen (en €) | Dossiers concernés (en %) | Nombre moyen de dettes (en unité) |
|---|--------------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| <b>Dettes financières</b>                           | <b>37083.95</b>                      | <b>1197</b>              | <b>5219</b>      | <b>76.38</b>                         | <b>30980.75</b>          | <b>87.63</b>              | <b>4.36</b>                       |
| Dettes immobilières                                 | 15346.55                             | 159                      | 289              | 31.61                                | 96519.17                 | 11.64                     | 1.82                              |
| Dettes à la consommation                            | 20835.51                             | 1068                     | 3981             | 42.91                                | 19508.90                 | 78.18                     | 3.73                              |
| Dettes financières diverses (dont soldes débiteurs) | 901.90                               | 740                      | 949              | 1.86                                 | 1218.78                  | 54.17                     | 1.28                              |
| <b>Dettes de charges courantes</b>                  | <b>5861.35</b>                       | <b>1130</b>              | <b>5116</b>      | <b>12.07</b>                         | <b>5187.04</b>           | <b>82.72</b>              | <b>4.53</b>                       |
| <b>Autres dettes</b>                                | <b>5606.85</b>                       | <b>806</b>               | <b>1911</b>      | <b>11.55</b>                         | <b>6956.39</b>           | <b>59.00</b>              | <b>2.37</b>                       |
| <b>Endettement global</b>                           | <b>48552.16</b>                      | <b>1366</b>              | <b>12246</b>     | <b>100.00</b>                        | <b>35543.31</b>          | <b>100.00</b>             | <b>8.96</b>                       |

**2017 – DONNEES DE LA REGION**

| Type de dettes                                      | Encours des dettes (en milliers d'€) | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global (en%) | Endettement moyen (en €) | Dossiers concernés (en %) | Nombre moyen de dettes (en unité) |
|---|--------------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| <b>Dettes financières</b>                           | <b>354249.5</b>                      | <b>10147</b>             | <b>45396</b>     | <b>76.66</b>                         | <b>34911.74</b>          | <b>87.63</b>              | <b>4.47</b>                       |
| Dettes immobilières                                 | 167069.6                             | 1583                     | 2921             | 36.15                                | 105540.0                 | 13.67                     | 1.85                              |
| Dettes à la consommation                            | 179267.7                             | 9070                     | 34957            | 38.79                                | 19764.90                 | 78.32                     | 3.85                              |
| Dettes financières diverses (dont soldes débiteurs) | 7911.91                              | 5981                     | 7518             | 1.71                                 | 1322.84                  | 51.65                     | 1.26                              |
| <b>Dettes de charges courantes</b>                  | <b>55194.02</b>                      | <b>9563</b>              | <b>42126</b>     | <b>11.94</b>                         | <b>5771.62</b>           | <b>82.58</b>              | <b>4.41</b>                       |
| <b>Autres dettes</b>                                | <b>52661.86</b>                      | <b>6872</b>              | <b>16035</b>     | <b>11.40</b>                         | <b>7663.25</b>           | <b>59.34</b>              | <b>2.33</b>                       |
| <b>Endettement global</b>                           | <b>462105.3</b>                      | <b>11580</b>             | <b>103557</b>    | <b>100.00</b>                        | <b>39905.47</b>          | <b>100.00</b>             | <b>8.94</b>                       |